

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

### LOIS ET DECRETS

ARRÊTES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES  
PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

#### ABONNEMENTS

Togo, France & Communauté . . .	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.300 fr.	800 fr.
Avion :	3.300 fr.	1.700 fr.
Etranger . . . . .	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.600 fr.	900 fr.
Avion :	3.750 fr.	2.300 fr.
Prix du numéro	{ Au comptant : à l'imprimerie : 75 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Communauté 90 fr. Etranger : Port en sus.	

#### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	80 f
Minimum . . . . .	250 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 250 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

#### SOMMAIRE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

1961

- 21 octobre — Décret n° 61-96 modifiant certaines dispositions du décret n° 57-59 du 25 mai 1957 . . . . . 708
- 21 octobre — Décret n° 61-97 modifiant la procédure de répartition de certains produits en matière de douane . . . . . 709
- 3 novembre — Décret n° 61-98 agréant la Brasserie Togolaise (Togolandische Brauerei Lomé) au bénéfice du régime fiscal particulier des entreprises agréées . . . . . 709

Arrêtés et décisions portant nominations, avancements, désignation de chef de canton, suppression d'indemnité de régent, autorisation d'ouvrir un dépôt de médicaments et octroi de bourses. . . . . 710

#### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

1961

- 16 octobre — Décision n° 348/D/MFAE/F. autorisant la rétribution des correspondants du service de l'information et de la presse du Togo . . . . . 710

Arrêtés et décisions portant avancements, affectations, concession de pensions, attribution d'allocations familiales et de secours après décès et rectificatif à une précédente décision portant affectations. . . . . 711

#### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Décision portant avancements . . . . . 714

#### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Décision portant admission au certificat de fin d'apprentissage . . . . . 714
- Décision décernant le brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmier, infirmière et agent d'hygiène de l'assistance médicale indigène du Togo . . . . . 715

Arrêtés et décisions portant engagements, intégrations, titularisation, affectations, détachements, mise en disponibilité, rappel à l'activité, classements, cessations de fonctions, suspensions de fonctions, abaissement d'échelon, licenciements, révocation, rectificatif et modificatif à de précédents arrêtés portant révocation et exclusion temporaire . . . . . 715

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

- Décisions portant nomination, engagement, affectations et avancements . . . . . 719

# MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Décisions portant avancements, affectations, sanction disciplinaire, acceptation de démission et rectificatif à une précédente décision portant avancement . . . . 720

# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Décisions portant affectations, classement et avancements. 725

# MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

1961

25 octobre — Décision n° 148/D/MEN, fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1961-1962 . . . . . 728

Décisions portant nominations, avancements, mutations et affectations, reprises de service, chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés, arrêté rapportant l'additif à un précédent arrêté portant classement des directeurs d'écoles titulaires dans les diverses catégories d'écoles pour l'année 1959-1960 et rectificatifs à de précédentes décisions fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en 6<sup>e</sup> des établissements secondaires et décision chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés . . . . . 728

# DIVERS

Arrêté portant remise à la disposition de leur pays d'origine des gradés et agents de police n'ayant pas opté pour la nationalité sénégalaise (Extrait). . 732

# AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

Constitution de Société « SOCOBE » . . . . . 732  
Immatriculations au registre de commerce . . . . . 732  
Avis de convocation « UNICOMER » . . . . . 733  
Association des éclaireurs du Togo . . . . . 733  
Avis de vente de fonds de commerce . . . . . 733  
Etablissement KOUDOSSOU (Augmentation de capital). 734  
Constitution de Société « SOTA » . . . . . 734  
Cession de parts Société « SOTOCA » . . . . . 734  
Nécrologie . . . . . 734  
Avis de perte . . . . . 735

# ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

# DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

# PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

*DECRET N° 61-96 du 21 octobre 1961 modifiant certaines dispositions du décret n° 57-59 du 25 mai 1957*

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 57-59 du 25 mai 1957 portant procédure d'exécution des dépenses budgétaires de matériel et l'instruction n° 476/MF du 29 mai 1957 qui en fixe les conditions d'application;

Vu l'instruction n° 880/MF. du 22 juillet 1959 sur la gestion des crédits délégués hors Lomé et la comptabilité des engagements et des liquidations des dépenses;

Le conseil des ministres entendu, . . . . .

# DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret n° 57-59 du 25 mai 1957 susvisé est abrogé et est remplacé par les dispositions suivantes.

« Le paiement de toutes les dépenses de matériel imputables aux comptes budgétaires et aux comptes spéciaux de l'Etat ne peut être effectué qu'après le mandatement préalable de ces dépenses par les ordonnateurs—délégués et ce quelles que soient les autorités habilitées à engager et à liquider ces dépenses ».

« Toutefois, les dépenses d'un montant inférieur à 100.000 frs et dont l'engagement et la liquidation auront été accomplis en suivant la procédure applicable aux crédits délégués hors Lomé, pourront être payées en numéraire, par les agents spéciaux, aux fournisseurs ou à leurs représentants valablement mandatés ».

« Tout règlement par mandat postal est formellement interdit ».

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux caisses d'avance qui restent soumises à la réglementation qui les concerne.

ART. 2. — Les instructions susvisées n° 476 et 880-MF des 29 mai 1957 et 22 juillet 1959 seront modifiées en conséquence avec une date d'effet qui sera fixée par le Ministre des Finances.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 21 octobre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :  
Le Ministre des finances et des affaires économiques,

H. D. Coco

**DECRET N° 61-97 du 21 octobre 1961 modifiant la procédure de répartition de certains produits en matière de douane.**

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret du 25 janvier 1935 portant répartition du produit des amendes et confiscations douanières;

Vu l'arrêté n° 289/D. du 15 mai 1943 fixant la procédure de cette répartition;

Vu le décret du 29 mai 1944 modifiant le décret du 25 janvier 1935;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945, notamment son article 2 portant suppression des Fonds communs;

Vu la décision n° 484/D. du 28 juillet 1948 fixant les sommes maxima pouvant revenir aux ayants-droit dans la répartition des amendes et confiscations douanières;

Vu l'arrêté n° 557-51/D. du 8 août 1951 réglementant le travail exécuté par le personnel des Douanes en dehors des heures légales et des lieux prévus par les lois et règlements;

Vu le décret n° 57-135 du 21 novembre 1957 modifiant l'arrêté n° 557-51/D. du 8 août 1951;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le produit des amendes et confiscations en matière de douane est versé périodiquement par les chefs de bureau des douanes dans les caisses du trésorier-payeur.

Ce dernier incorpore ces versements dans ses écritures, en recette budgétaire pour la part revenant au budget général, et au crédit d'un compte spécial pour la part à répartir au personnel.

**ART. 2.** — La répartition au personnel des parts lui revenant conformément à la réglementation en vigueur est effectuée périodiquement par des ordres de paiement de l'ordonnateur du budget général d'après des états établis par le chef du service des douanes.

**ART. 3.** — Les indemnités afférentes au travail effectué par le personnel des douanes en dehors des heures légales et des lieux prévus par les lois et règlements sont prises en recettes et réparties suivant la même procédure.

**ART. 4.** — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment :

- a) — l'arrêté n° 289-D. du 15 mai 1943 dans son entier;
- b) — l'article 15 du décret du 29 mai 1944.

**ART. 5.** — Le Ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 21 octobre 1961

S. E. OLYMPIO

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances et des affaires économiques,  
H. D. Cogo

**DECRET N° 61-98 du 3 novembre 1961 agréant la Brasserie Togolaise (Togolandische Brauerei Lomé) au bénéfice du régime fiscal particulier des entreprises agréées.**

Le Président de la République,

Vu la délibération n° 57/ATT. du 29 août 1956, fixant la liste des matériels des fournitures susceptibles d'être admis exceptionnellement en exonération douanière durant une période limitée, lorsqu'ils sont destinés à une industrie nommément agréée, ayant une importance particulière pour le développement et la modernisation du territoire;

Vu les délibérations n° 32 et 33 du 22 mai 1956 portant respectivement exemption du droit fiscal d'entrée pour certains matériels d'équipement industriel et modification de la liste des matériels industriels exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions à l'importation;

Vu la loi n° 57-36 du 11 septembre 1957 sur le régime fiscal particulier des entreprises agréées;

Vu la requête en date du 27 septembre 1961 de la Brasserie Togolaise (Togolandische Brauerei Lomé);

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est agréée, conformément aux dispositions de la loi n° 57-36 du 11 septembre 1957, la Brasserie Togolaise (Togolandische Brauerei Lomé) au capital de 1.050.000 francs CFA, dont le siège social est à Lomé.

**ART. 2.** — Cet agrément vaut pour l'achat du matériel d'exploitation, aux conditions fixées par la loi n° 57-36 susvisée et les délibérations n° 57-ATT du 19 août 1956, 32 et 33-ATT du 22 mai 1956.

**ART. 3.** — Le bénéfice de l'exonération des droits et taxes fiscales d'entrée du matériel d'exploitation visé à l'article précédent est octroyé à la Brasserie Togolaise.

**ART. 4.** — Le bénéfice du régime fiscal particulier est accordé à la Brasserie Togolaise pour une durée de 15 ans à compter de la date du présent décret.

**ART. 5.** — Les matériels admis en franchise des droits et taxes d'entrée en vertu des présentes dispositions ne devront en aucun cas, être cédés ou prêtés à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir acquitté les droits et taxes ou tarif de droit commun en vigueur au moment de la cession ou du prêt. La valeur à prendre en considération pour l'application de ces droits et taxes sera celle du jour de la cession ou du prêt.

**ART. 6.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 3 novembre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances et des affaires économiques,  
H. D. Cogo.

### Nominations

N° 176-D-PR-INT. du :

17 octobre 1961. — M. Nonou Justin, chef de circonscription administrative d'Atakpamé, est nommé président du tribunal de deuxième degré de cette localité, en remplacement de M. Afidegnon Eusèbe.

M. Bedu Vincent, adjoint au chef de circonscription administrative d'Atakpamé, est nommé président du tribunal de premier degré de cette localité, en remplacement de M. Aziglossou Emile.

N° 180-PR-MFP. du :

23 octobre 1961. — M. Marchal Roger Jean Raymond, ingénieur de classe exceptionnelle des travaux publics de l'Etat français, est nommé chef du service des travaux publics de la République togolaise.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 18 — article 6 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la prise de service de l'intéressé.

### Avancements

N° 78-D-PR. du :

20 octobre 1961. — Conformément à l'arrêté n° 153-MTAS-FP du 2 septembre 1958, Mme Gbikpi Frieda, dactylographe de 4<sup>e</sup> catégorie, passe à l'échelle B de sa catégorie, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

M. Toussah Moïse, dactylographe de 2<sup>e</sup> catégorie, échelle A, passe à l'échelle B de sa catégorie pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961 en ce qui concerne le salaire et pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1960 en ce qui concerne l'ancienneté dans l'échelle.

N° 79-D-PR. du :

20 octobre 1961. — M. Etsé Amuzu, mécanicien-conducteur, en service au cabinet du président, qui réunit au 1<sup>er</sup> juillet 1961 dix huit mois d'ancienneté dans son échelle, passe à l'échelle immédiatement supérieure de sa catégorie, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

M. Etsé Amuzu, 1<sup>er</sup> avril 1959 — 4<sup>e</sup> catégorie A, passe à la 4<sup>e</sup> catégorie B.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

### Désignation de chef de canton

N° 177-PR-INT. du :

17 octobre 1961. — Est reconnue la désignation coutumière de M. Assianko Atoudodji en qualité de chef du canton d'Akébou (circonscription d'Akposso).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général exercice 1961, chapitre 12 — article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

### Suppression de l'indemnité annuelle de régent

N° 181-PR-INT. du :

24 octobre 1961. — Est supprimée pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961, l'indemnité annuelle de fonctions de 120.000 francs attribuée à M. Kodjotse Frank, régent du canton de Nuatja.

### Dépôt de médicaments

N° 174-PR-MSP. du :

16 octobre 1961. — M. Bouaka Seth, demeurant à Palimé, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Amou-Oblo (circonscription d'Akposso-Plateaux), un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples, non toxiques, et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Bouaka Seth.

### Bourses

N° 178-PR-MF. du :

20 octobre 1961. — Une bourse entière est attribuée pour l'année scolaire 1961-1962 à MM. Dosso Kokou et Afanou Pierre Claver, admis au concours d'entrée à l'école d'assistants d'élevage de Bamafo (Mali).

La dépense résultant du paiement de ces bourses est imputable au budget général du Togo, chapitre 36 article 3.

### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

#### Correspondants du Service de l'Information et de la Presse du Togo

N° 348-D-MFAE-F. du :

16 octobre 1961. — Est autorisé le paiement de primes dites de rétribution des correspondants du service de l'information et de la presse du Togo.

Ces primes seront servies suivant les taux ci-après :

— 3.000 francs à titre d'allocation annuelle forfaitaire pour le dédommagement de frais payable à la fin de chaque année aux correspondants qui auront fait montre d'activité durant toute l'année.

— 30 francs la ligne de correspondance publiée.

La dépense résultant de la présente décision est imputable au chapitre 13 article 9 paragraphe 1 du budget général — exercice 1961.

La présente décision prendra effet pour compter du 15 mai 1961.

**Avancements**

N° 355-D-MFAE-F-F. du :

20 octobre 1961. — Est constaté le passage automatique à l'échelle supérieure des agents permanents ci-après, en service aux finances :

Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961

M.M. Adjalle Paul, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Kalipe Pierre, 4<sup>e</sup> catégorie C passe à 4<sup>e</sup> catégorie D

Afanou André, 2<sup>e</sup> catégorie A passe à 2<sup>e</sup> catégorie B

Sassou Marcellin, 3<sup>e</sup> catégorie A passe à 3<sup>e</sup> catégorie B

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961

Edorh Alexandre, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Matthia Christophe, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Lawson Laté, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Aguiar Firmin, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Kpini Amégan Pius, 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Sanvee Ransford, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Anson G. Antoine, 5<sup>e</sup> catégorie A passe 5<sup>e</sup> catégorie B

Kpadjibarh Théophile, 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Mensah Sewa Gilbert, 3<sup>e</sup> catégorie A passe à 3<sup>e</sup> catégorie B

Doe Mathias, 3<sup>e</sup> catégorie A passe à 3<sup>e</sup> catégorie B

Hunlédé Ambroise, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Mmes Agbobly Constance, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Misseou Sophie, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Mlle Lawson Christine, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

M.M. Tossou Louis, 3<sup>e</sup> catégorie B passe à 3<sup>e</sup> catégorie C

Soley Raphaël, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Honkou Hilaire, 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Attisso Boniface, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Klutse Ayité Seth, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Attiglah Benjamin, 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Ayivi Charles, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Gbedey Robert, 5<sup>e</sup> catégorie A passe à 5<sup>e</sup> catégorie B

Atsou Théophile, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Lawson Laté Christian, 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

N° 364-D-MFAE-CD. du :

25 octobre 1961. — Est constaté pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, le passage à l'échelle supérieure des agents permanents dont les noms suivent en service aux contributions directes :

Koffi Etsè Antoin, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Lantey Edouard, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 6<sup>e</sup> catégorie A passe à 6<sup>e</sup> catégorie B

Aziadekey Francis, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Johnson James, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Aklan Mathieu, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Gnedou Kouméabalo Jérémie, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 4<sup>e</sup> catégorie A passe à 4<sup>e</sup> catégorie B

Agnitey William, 1<sup>er</sup> janvier 1960 — 3<sup>e</sup> catégorie A passe à 3<sup>e</sup> catégorie B

Ognado Fénoh Yaovi, 15 janvier 1960 — 3<sup>e</sup> catégorie A passe à 3<sup>e</sup> catégorie B.

**Affectations**

N° 357-D-MFAE-MF-SD. du :

21 octobre 1961. — M. Hounsihoue Roger, garde frontière stagiaire, en service à la direction des douanes, est affecté au poste des douanes de Kpadapé, en remplacement de M. Palanga Tchédre Djobo, dé-cédé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 363-D-MFAE-MF-SD. du :

25 octobre 1961. — M. Houndjo Gaudens, adjudant-chef garde-frontière, en service au poste des douanes de Dapango, est affecté au poste des douanes de Zolô en qualité de chef de poste par intérim, en remplacement de M. Kuakuvi.

M. Kuakuvi Mathieu, sergent garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon, provisoirement nommé chef de poste de Zolo, reprend ses fonctions au poste de Kwadjoviakopé.

M. Kate Dovi, quartier maître de 2<sup>e</sup> échelon, en service au poste des douanes de Kwadjoviakopé, est affecté à la direction des douanes de Lomé, en qualité de chauffeur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

## Pensions

N° 204-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, à Mme veuve Aquéréburu Santéwa Veronica (née Attissou) épouse de M. Aquéréburu François, moniteur principal de 2<sup>e</sup> classe de l'enseignement (indice 440, pourcentage 56%) en retraite, décédé à Lomé, le 25 mars 1960, une pension de veuve au taux annuel de cinquante deux mille deux cent vingt (52.220) francs c.f.a. pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1960.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-après désignés une pension fixée à dix mille quatre cent quarante quatre (10.444) francs c.f.a. l'an pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1960 :

Aquéréburu Paix Akpéyé Ahliba, née le 8 juin 1943

» Hyppolite Koffi Ahlin, né le 13 août 1948

» Ahliba Patience, née le 2 février 1955

» Kokou Missimawu Samuel, né le 23 juillet 1958

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Aquéréburu Emmanuel, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de pension dus à M. Aquéréburu François pendant les mois de janvier, février et mars 1960.

N° 208-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Maglo Woantowé (née Atitsogbui Aziaghé) épouse de M. Maglo Gabriel, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe du cadre local des travaux publics (indice 315, pourcentage 24%), décédé à Bè le 25 mai 1957, une pension de veuve au taux annuel de quinze mille cent vingt (15.120) francs c.f.a. pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1957.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à trois mille vingt quatre (3.024) francs c.f.a. l'an pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1957, à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Maglo Améyo, née le 12 mai 1944

» Kossi né le 17 septembre 1944

» Koku, né le 25 août 1948

» Tossou, né le 4 février 1950

» Mavalé, née le 4 novembre 1950

» Kossiwa, née le 20 avril 1952

Maglo Kodjo, né le 16 février 1953

» Akouwoa, née le 27 octobre 1953

» Ayawoa, née le 5 novembre 1953

» Kodjovi, né le 25 octobre 1954

» Jean-Baptiste, né le 15 mai 1956

» Adjoa, née le 30 juillet 1956

» Hubert Kuami, né le 3 novembre 1956

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Maglo Koffi maçon à Bè, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 209-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — Une pension pour ancienneté de services (pourcentage 57%) au montant annuel de cent cinq mille quatre cent cinquante deux (105.452) francs c.f.a. est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Dumashie Joseph, maître ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer du Togo (indice 435-436) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1961.

Il est également attribué à M. Dumashie Joseph, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dumashie Martin Tétévi, né le 30 janvier 1932

» Dédé Angéline, née le 24 février 1934

» Nicolas Tété, né le 5 décembre 1936

Le taux de cette majoration est porté à 15% de sa pension pour compter du 25 février 1961 au titre de son enfant (4<sup>e</sup> rang) dénommé Dumashie Dédévi Pierrette, née le 25 février 1945.

Le montant annuel des majorations prévues ci-dessus est fixé à :

Dix mille cinq cent quarante cinq (10.545) francs c.f.a. pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961;

Quinze mille huit cent dix sept (15.817) francs c.f.a. pour compter du 25 février 1961.

M. Dumashie Joseph pourra prétendre pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dumashie Gabriel Tétévi, né le 23 mars 1947

» Félix Tétévi, né le 20 novembre 1947

» Akouélé Cornélia, née le 10 juillet 1951

» Akoko Cyprianna, née le 10 juillet 1951

» Mablé Patricia, née le 16 mars 1953

» Dédé Irène, née le 1<sup>er</sup> avril 1956

» Tété Norbert, né le 6 juin 1960

Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Dumashie Akouavi Lucia (née Abalo), épouse de M. Dumashie Joseph, maître ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer du Togo en retraite, décédé à Lomé le 19 mars 1961,



une pension de veuve au taux annuel de cinquante deux mille sept cent vingt six (52.726) francs c.f.a. pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1961.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à dix mille cinq cent quarante cinq (10.545) francs c.f.a. l'an, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1961, à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Dumashie Dédévi Pierrette, née le 25 février 1945

» Gabriel Tétévi, né le 23 mars 1947

» Félix Tétévi, né le 20 novembre 1947

» Akouélé Cornélia, née le 10 juillet 1951

» Akoko Cyprianna, née le 10 juillet 1951

» Mablé Patricia, née le 16 mars 1953

» Dédé Irène, née le 1<sup>er</sup> avril 1956

» Tété Norbert, né le 6 juin 1960

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Au cas où le total des pensions de la veuve et des orphelins excéderait le montant de la pension de M. Dumashie Joseph, il sera procédé à la réduction temporaire des pensions des orphelins sous réserve de l'application du dernier paragraphe de l'article 7 ci-dessus.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelins accordées à l'article 7 ci-dessus seront versées entre les mains de M. Lawson Michel, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de la pension dus à M. Dumashie Joseph pendant le premier trimestre 1961.

#### Allocations familiales

N° 205-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — M. Ekué-Akpa Foli Blaise, agent sanitaire principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo en retraite pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1958, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (5<sup>e</sup> rang) :

Kanyi Manassé, né le 20 août 1958

et pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1961 au titre de son enfant (6<sup>e</sup> rang) :

Christine Povi, née le 30 avril 1961

Les sommes déjà perçues au titre de son enfant (5<sup>e</sup> rang) Kanyi Manassé seront déduites des arrérages d'allocations familiales que M. Ekué-Akpa Foli Blaise percevra en application des dispositions du présent arrêté.

N° 206-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — M. Ayivi Nicodème, ouvrier hors classe des travaux publics du Togo en retraite, pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1961,

sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (8<sup>e</sup> rang) :

Jules, né le 12 avril 1961.

N° 207-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — M. Agbodje Aboutou, maître ouvrier principal de 3<sup>e</sup> classe des chemins de fer et wharf du Togo en retraite, pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (10<sup>e</sup> rang) :

Hanouvi Angèle Victoire, née le 6 juillet 1961.

N° 210-MFAE-F-FR. du :

16 octobre 1961. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe 5 du décret du 29 mars 1954, M. Dadzie Modestus Kaïza Amedomé, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe du cadre local des travaux publics du Togo en retraite, pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Dadzie Afiwa Marie, née le 18 juillet 1958

\* Ayao Martin, né le 20 juillet 1961.

#### Secours après décès

N° 359-D-MFAE-F-FR. du :

23 octobre 1961. — Un secours après décès de trois cent mille huit cent quarante six (300.846) francs cfa, équivalant à six (6) mois de solde brute (indice local 614), majorée du complément spécial 4/10<sup>e</sup> de M. Bruce Doe Thomas, contrôleur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon des postes et télécommunications du Togo, décédé à Lomé le 17 septembre 1961, est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 18 article 7, exercice 1961, sera mandaté au nom de Mme Rosaline Akouélévi Amenyah (née Bruce) à Lomé, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

**RECTIFICATIF** du 25 octobre 1961 à la décision n° 299-MFAE-MF-SD du 8 septembre 1961

*Au lieu de :*

*Au poste des douanes de Klouto*

M. Atadé René, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle D, en service au poste des douanes de Zolo, pour complément d'effectif.

**Lire :**

*Au poste des douanes de Klouto*

M. Atadé René, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service au poste des douanes de Zolo, pour complément d'effectif.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

## Avancement

N° 23-D-MJ. du :

21 octobre 1961. — Est constaté comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, le passage à l'échelle supérieure de salaire parmi les agents permanents ci-après désignés du service judiciaire.

Koughlenou E. Michel, 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B  
 d'Almeida A. Pierre, 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Assogba Pierre, 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Azango Janvier, 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B  
 Adodjissih-Benissan P., 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Adekplovie K. Félix, 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B  
 Adjetey Michel, 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B  
 Meba Laurent, 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B  
 Djondo Maurice, 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Senyawor Christophe, 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B  
 Abalo K. Félix, 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Messan Jean, 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C  
 d'Almeida Léonard, 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C  
 Medetognon Philippe, 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Amavi Samuel, 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

## MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

## Certificat de fin d'Apprentissage

N° 872-D-MTAS-FP. du :

21 octobre 1961. — Le certificat de fin d'apprentissage prévu à l'article 8 de l'arrêté n° 28-MTAS du 17 octobre 1957 est décerné aux apprentis désignés ci-après avec la qualification d'ouvrier débutant :

NOM ET PRÉNOMS	ETABLISSEMENT	CENTRE	SPÉCIALITÉ
Kokou Atchrimi	Mission évangélique	Bassari	Mécanicien-Auto
Douamegnon Manassé K.	Mission évangélique	—	—
N'do Alex	Mission évangélique	Bassari	—
Sapakou Napo	—	—	—
Agbodan Pierre	Garage Central	Lomé	—
Amegan Simon	Subd. Hydraulique	—	—
Agbemegnan K. Roger	Garage Central	—	—
Bamezon Paul	Subd. Hydraulique	—	—
Evioto Amessé Kossivi	Garage Central	—	—
Fantognon Paulin	Subd. Hydraulique	—	—
Houzoukin A. Emmanuel	—	—	—
Houkpati Joseph	—	—	—
Kuvedu Philippe	—	—	—
Koughbenou Norbert	—	—	—
Lawson Adolphe	—	—	—
Noufiameto Bernard	—	—	—
Reinhold A. Sébastien	—	—	—
Tsegbe Moïse	—	—	—
Vossah G. Théophile	—	—	—
Yentchobre Bernard	—	—	—
Zanu Dovi Laurent	—	—	—
Amewoanou Sébastien	—	—	—
Kowuvi Léonard	—	—	—
Hoffer Jean-Mathieu	—	Bassari	Soudeur
Boukari Nikabou	Mission évangélique	—	Menuiserie
Gnassingbé Kamazoue	—	—	—
Tomety Anani	—	—	—
Koutena Barthélemy	—	Lomé	—
Kpego Olivier	Ecole Professionnelle M.C.	—	—
Touléassi Emmanuel	—	—	—
Akakpo Albert	—	—	Imprimerie
Houkponou André	—	—	—
Houkandji Kpadé Olivier	—	—	—
Kayossi Cyprien	—	—	—
Assadji Ephtaim	C.F.T.	—	Electricité
Agbomedji Norbert	—	—	—
Fousseni Amadou	Garage Central	—	—
Toffou Kokou	—	—	—
Fabre Louis	Subd. Hydraulique	—	Soudeur
Ladé Ferdinand	Ecole Professionnelle M.C.	—	Tourneur
Adjallah Lucien	Subd. Hydraulique	—	Plombier-forgeron
Agbodo Christophe	—	—	—
Ahazé Tewia	—	—	—
Amouzou Léonard	—	—	—
Djabare Oulouabé	—	—	—
Nelson A. Richard	—	—	—



**Ecole d'Infirmiers Infirmières et Agents  
d'hygiènes de l'A. M. T.**

N° 875/D/MFP du :

24 octobre 1961. — Le brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmier, infirmière et agent d'hygiène de l'assistance médicale du Togo est décerné aux élèves reçus à l'examen de sortie de l'école des infirmiers, infirmières et agents d'hygiène de Lomé (promotion 1959-1961), dont les noms suivent, par ordre de mérite :

*Infirmiers et infirmières*

Doe Gabriel	Adama A. Philomène	
Kabraitema Bruno	Ayih Antoine	
Akakpo Pierre	Kwami K. Philippe	} ex æquo
Gota Simon	Sessie K. Dieudonné	
Wodepé Justine	Assogbavi K. Odilon	
Eyebiyi Yves	Lodonou Francis	
Laune Thomas Blatomé	Yoménou Gladys	
Naman Djitak	Adorgloh Martine	} ex æquo
Nayo Pauline	Adekpé Antoine	
Migbaré B. Alexandre	Sitti Clémence	} ex æquo
Tsé Emmanuel	Tsogbé Seth.	

*Agents d'hygiène*

Agomessou Jean.                      Chalare Johannès

**Engagements**

N° 860/D/MFP du :

19 octobre 1961. — Mlle Kangni Lucie est engagée en qualité d'agent permanent 2<sup>e</sup> catégorie, échelle A (dactylographe), pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1961, et mise à la disposition du Ministre d'Etat et des affaires étrangères.

Son traitement sera imputé au chapitre 10, article 2 du budget général.

N° 877/D/MFP du :

24 octobre 1961. — Mmes Tèvi Marie Salomé, née Amoussou-Kpéto et Laban Georgette née Aubame, titulaires du diplôme d'Etat d'infirmière, sont engagées, en attendant leur intégration dans le cadre des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo, en qualité d'infirmières, au salaire mensuel de vingt huit mille cinq cents (28.500) francs.

Mmes Tèvi et Laban sont mises à la disposition du Ministre de la Santé publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

N° 893/D/MFP du :

26 octobre 1961. — M. Kouawo Fred est engagé à titre précaire et révocable comme chauffeur et mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques (Service Statistique).

M. Kouawo percevra un salaire mensuel correspondant à la 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, imputable au chapitre 14, article 16 du budget général.

La présente décision prend effet à compter du 23 septembre 1961.

N° 896/D/MFP du :

26 octobre 1961. — M. Placktor Anani Prosper, titulaire du diplôme de l'institut des Hautes Etudes d'outre-mer (Section Administrative A), est engagé en attendant son intégration dans le cadre supérieur des administrateurs civils de la République togolaise, en qualité d'agent d'administration au salaire mensuel de soixante mille (60.000) francs, et mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse.

Son traitement sera imputé au budget général chapitre 12, article 5.

M. Placktor est classé au groupe II au point de vue des déplacements.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 899/D/MFP/MA du :

27 octobre 1961. — M. Saïbou Derman, ancien élève du Centre d'apprentissage agricole de Tové (Promotion 1958-1961), est engagé, en attendant son intégration dans le cadre local des moniteurs d'agriculture, en qualité d'agent permanent (Animateur Rural) de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, pour compter du 16 octobre 1961.

M. Saïbou Derman est mis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts (Direction de l'Agriculture).

Son traitement sera supporté par le budget F.A.C. Projet numéro 88/D/59/VI/P/2 — 5<sup>e</sup> — Ricin.

**Intégrations**

N° 323/MFP du :

17 octobre 1961. — M. Tessilimi Tadjou, de retour de stage dans divers centraux téléphoniques français, est intégré dans le cadre supérieur des postes et télécommunications du Togo, en qualité d'agent des installations électromécaniques stagiaire, pour compter du 15 octobre 1961, et mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 18, article 7 du budget général.

N° 324/MFP du :

17 octobre 1961. — L'arrêté n° 289/MFP du 28 septembre 1961 portant nomination dans le cadre des agents techniques de la Santé publique du Togo, de Mmes Tèvi Marie Salomé, née Amoussou-Kpéto et Laban Georgette, née Aubame, est et demeure rapporté.

## N° 333/MFP du :

24 octobre 1961. — M. Tsakadi Kossi Randolph, titulaire du brevet élémentaire et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, est intégré dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, en qualité d'instituteur-adjoint de 6<sup>e</sup> classe.

MM. Johnson Assiba Amen, Agbodjan Augustin Labité et Lawson François, titulaires du brevet élémentaire et du B.E.P.C., sont intégrés dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, en qualité d'instituteurs-adjoints stagiaires.

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Leurs émoluments seront imputés au chapitre 26, article 7 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 19 octobre 1961 en ce qui concerne MM. Johnson Assiba Amen et Lawson François et du 15 novembre 1961 en ce qui concerne M. Agbodjan Augustin Labité.

## N° 334/MFP du :

24 octobre 1961. — M. Dzonoukou Vincent, titulaire du B.E.P.C., est intégré dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, en qualité d'instituteur-adjoint stagiaire, pour compter du 15 octobre 1961, et mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 26, article 7 du budget général.

## y N° 336/MFP/MEN du :

24 octobre 1961. — M. Boukari Assoumanou, moniteur adjoint de 2<sup>e</sup> échelon, en service à l'école primaire publique de Niamtougou (Circonscription de Niamtougou), titulaire du brevet élémentaire, est intégré en qualité d'instituteur-adjoint stagiaire dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré de la République togolaise.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

## N° 337/MFP/MEN du :

24 octobre 1961. — M. Lamewona Koffi Benjamin, moniteur permanent, 2<sup>e</sup> catégorie, échelle A, en service à l'école primaire publique de Nataré Tamatagou (Dapango), titulaire du brevet élémentaire (session du 13 juin 1961) est intégré en qualité d'instituteur-adjoint-stagiaire dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré de la République togolaise.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

## N° 340/MFP du :

27 octobre 1961. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 334/MFP du 24 octobre 1961, portant intégration de M. Dzonoukou Vincent dans le cadre dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo.

Titularisation

## N° 332/MFP du :

23 octobre 1961. — M. Dosseh Georges, secrétaire d'administration stagiaire du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo, qui a terminé son stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961.

Affectations

## N° 847/D/MFP du :

14 octobre 1961. — M. Ameyou M. Antoine, instituteur stagiaire du cadre supérieur de l'enseignement du premier degré du Togo, de retour de stage à l'institut national de la statistique et des études économiques en France, est mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques, pour servir au service de la statistique.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14, article 16 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 28 septembre 1961, date d'arrivée à Lomé de l'intéressé.

## N° 848/D/MFP du :

14 octobre 1961. — M. Amégnigan Romuald, commis d'administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, est mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse, pour servir en qualité de secrétaire du conseil de circonscription de Niamtougou, en remplacement de M. Boutora Etienne, instituteur-adjoint, qui a reçu une autre affectation.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

## N° 854/D/MFP du :

17 octobre 1961. — M. Nyavor Pius, agent technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre supérieur de l'assistance médicale du Togo, est mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

## N° 864/D/MFP du :

19 octobre 1961. — M. Marchal Roger Jean Raymond, ingénieur de classe exceptionnelle des travaux publics de l'Etat français, nouvellement mis

à la disposition de la République togolaise et arrivé à Lomé, par avion le 4 octobre 1961, est mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

**N° 880/D/MFP du :**

24 octobre 1961. — M. Gex Raymond, censeur licencié 7<sup>e</sup> échelon, 7<sup>e</sup> catégorie du cadre métropolitain, nouvellement détaché au Togo au titre de l'assistance technique, et arrivé à Lomé, par avion le 2 octobre 1961, est mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale (Lycée Bonnacarrère).

Ses émoluments seront imputés au chapitre 26, article 5 du budget général.

**N° 882/D/MFP du :**

25 octobre 1961. — M. Kodjovi Gaspard, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre supérieur des S.A.F.C. en service à Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications (Réseau des chemins de fer), en remplacement numérique de M. Aziabou Laurent, employé principal des services généraux, qui a reçu une autre affectation.

Ses émoluments seront supportés par le budget annexe des C.F.T.

La présente décision aura effet pour compter de date de sa signature.

**N° 901/D/MFP du :**

28 octobre 1961. — M. Fumey Félix, agent permanent hors catégorie, en service à Lama-Kara, est mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques, pour servir à l'agence spéciale d'Anécho.

Son traitement sera imputé au chapitre 14, article 8 du budget général.

— M. Adégoké Lawani, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à l'agence spéciale d'Anécho, est mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse, pour servir à la circonscription administrative de Lama-Kara.

Son traitement sera imputé au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

**Détachements**

**N° 319/MFP du :**

14 octobre 1961. — MM. Adabra Marcellin et Ewé Roger, instituteurs-adjoints stagiaires du cadre supérieur de l'enseignement primaire du Togo sont, sur leur demande, placés pour une période de deux

(2) ans dans la position de détachement auprès du Gouvernement de la République du Niger, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

**N° 320/MFP du :**

14 octobre 1961. — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, élus à la Chambre des Députés du Togo le 9 avril 1961, sont placés dans la position de détachement pour compter du 10 avril 1961 :

MM. Fiadjoe Robert, médecin africain

Atidépe Mensah Marc, médecin africain

Koudouovoh Michel, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Netchenawoe Eric, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe

Tsogbé Joseph, instituteur de 3<sup>e</sup> classe

Looky Zakary, surveillant des T.P. de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

Nassoma Kambara Omorou, ouvrier des T.P. de 6<sup>e</sup> classe

Mensah Michel, assistant-météo de 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon.

**N° 327/MFP du :**

19 octobre 1961. — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 120/MFP du 4 mai 1961, plaçant M. Nassoma Omorou, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe du cadre local secondaire des travaux publics du Togo, dans la position de détachement.

**N° 339/MFP du :**

26 octobre 1961. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 303/MFP du 5 octobre 1961 acceptant démission.

M. Aziaka Kokou Sébastien, instituteur-adjoint stagiaire, est placé, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961, dans la position de détachement pour servir dans le cadre du projet pédohydrologique du fonds spécial des Nations Unies au Togo.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 33, article 4 du budget général.

**Disponibilité**

**N° 328/MFP du :**

19 octobre 1961. — M. Magnan Alfa, brigadier de police, 2<sup>e</sup> échelon du cadre local du Togo, en service à Lomé, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an renouvelable, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961.

**Rappel à l'activité**

**N° 326/MFP du :**

19 octobre 1961. — M. Broohm Oscar, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, exclu temporaire

rement de ses fonctions, est rappelé à l'activité pour compter du 27 octobre 1961, et remis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

### Classements

N° 874/D/MFP du :

24 octobre 1961. — Est et demeure rapportée la décision n° 558/MFP du 23 juin 1961 portant engagement.

MM. Agbonson Prosper	Toro Cléophas
Bonfo Issifou	Yassou Dissou
Doh Félix	Djanikpor Michel
Daoudou Salifou	Toulabor Christophe
Gaba Francis	Ayénu Seth,
Ségbédji Ignace	

précédemment engagés à titre précaire et essentiellement révocable, sont rangés dans le personnel permanent de l'administration pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961 et classés à la 3<sup>e</sup> catégorie, échelle A pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques (Central mécanographique).

Leur traitement sera imputé au chapitre 14, article 17 du budget général.

### Cessations de fonctions

N° 883/D/MFP du :

25 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961, la cessation définitive des fonctions de M. Ayivi Vinz Henri, agent permanent 4<sup>e</sup> catégorie, échelle D, en service aux domaines à Lomé, qui justifie à cette date de plus de 20 ans de services effectifs dans l'administration du Togo (engagé le 1<sup>er</sup> septembre 1936), et qui est atteint par la limite d'âge (né le 29 octobre 1905).

M. Ayivi Vinz Henri peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 15% de son salaire moyen des douze derniers mois, pour chaque année de présence dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955.

N° 341/MFP du :

28 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961, la cessation des fonctions de M. Boukari Salifou, instituteur-adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, en service à Dapango.

Pendant toute la durée de la cessation de ses fonctions, M. Boukari n'aura droit à aucun traitement.

### Suspensions de fonctions

N° 325/MFP du :

18 octobre 1961. — M. Kiniffo Robert, agent de police de 2<sup>e</sup> échelon du cadre local du Togo, en service à Lomé, sous le coup de poursuites judiciaires, est

suspendu de ses fonctions, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Kiniffo n'aura droit qu'à la moitié de son traitement, dégagé de tous accessoires, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

N° 335/MFP du :

24 octobre 1961. — M. Agbodjan Prince Thomas, aide-conducteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, du cadre supérieur de l'agriculture et du conditionnement du Togo, en service à Kandé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Agbodjan Prince Thomas n'aura droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

### Abaissement d'échelon

N° 329/MFP du :

21 octobre 1961. — L'arrêté n° 213/MFP. du 2 août 1961 portant suspension de fonctions est rapporté pour compter de la date de signature du présent arrêté.

M. Sodamé Eugène dit Moréré, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon des travaux agricoles est abaissé au 1<sup>er</sup> échelon de son grade, pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

### Licenciements

N° 845/D/MFP du :

14 octobre 1961. — M. Hotab Emmanuel, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à la subdivision des T.P.-Sud, est licencié de son emploi pour compter du 10 octobre 1961, pour faute grave en service.

M. Hotab n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

N° 873/D/MFP du :

23 octobre 1961. — M. Issa Adamou, aide-surveillant, en service à Dapango, est licencié de son emploi pour inaptitude physique, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

N° 885/D/MFP du :

25 octobre 1961. — M. Honyigloh Etienne, élève de l'école des infirmiers, infirmières et agents d'hy-

giène du Togo, (promotion 1959-1961) qui n'a pas subi avec succès l'examen de fin d'études, est licencié pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961.

#### Révocation

N° 331/MFP du :

21 octobre 1961. — M. Mamfa Wallace, moniteur-adjoint 4<sup>e</sup> échelon du cadre local de l'agriculture du Togo, est révoqué de ses fonctions, pour compter du 29 avril 1961, pour faute grave.

M. Mamfa, qui n'est pas révoqué pour l'un des motifs exposés à l'article 37 du décret du 29 mars 1954 peut prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pension subies d'une manière effective sur son traitement.

#### Rectificatif-Modificatif

##### RECTIFICATIF

du 18 octobre 1961 à l'arrêté n° 311/MFP du 16 décembre 1960 portant révocation de M. Bassogola Guétaba, brigadier de police.

*Au lieu de :*

M. Bassogola est déchu de ses droits à la pension de retraite et ne peut prétendre au remboursement des retenues pour pension opérées d'une manière effective sur son traitement.

*Lire :*

M. Bassogola est déchu de ses droits à la pension de retraite.

M. Bassogola, qui n'est pas révoqué pour l'un des motifs exposés à l'article 37 du décret du 29 mars 1954, peut prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pension subies d'une manière effective sur son traitement.

(Le reste sans changement).

##### MODIFICATIF

du 19 octobre 1961 à l'arrêté n° 148/MFP du 27 mai 1961 portant exclusion temporaire.

*Au lieu de :*

M. Broohm Oscar, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, est exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de six (6) mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour faute grave en service.

*Lire :*

M. Broohm Oscar, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, est exclu temporairement de ses

fonctions pour une durée de cinq (5) mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour faute grave en service.

(Le reste sans changement).

### MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

#### Nomination

N° 168/D/INT du :

27 octobre 1961. — M. Edoh Antoine, commissaire stagiaire de police, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, surveillant-chef de la prison civile de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

#### Engagement

N° 163/D/INT-INFO du :

19 octobre 1961. — M. Issifou Ayiwa est engagé en qualité de manœuvre de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> zone, pour servir à l'hôtel du Ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Yaovi, Jean, licencié de son emploi.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 12, article 1 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 21 septembre 1961.

#### Affectations

N° 159/D/INT-INFO du :

14 octobre 1961. — La décision n° 152/INT-INFO du 2 octobre 1961, portant affectation en ce qui concerne M. Akouété Albert, agent permanent, est et demeure rapportée.

M. Johnson Sylvain, agent permanent, en service au Ministère de l'intérieur, est affecté à la circonscription administrative de Dapango.

Les émoluments de M. Akouété Albert restent imputables au chapitre 12, article 4 du budget général; en ce qui concerne M. Johnson Sylvain, ils sont imputables au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 160/D/INT-INFO du :

14 octobre 1961. — Est et demeure rapportée, en ce qui concerne M. Mensah Damien, agent de police de 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police de Palimé, la décision n° 76/D/MFP du 16 juin 1961 portant affectation.



## N° 161/D/INT-INFO du :

14 octobre 1961. — M. Adomey Fred, agent permanent 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à Nuatja, est affecté à la circonscription administrative de Tsévié.

Les émoluments de l'intéressé restent imputables au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

## N° 162/D/INT-INFO du :

18 octobre 1961. — Les fonctionnaires de police dont les noms suivent, reçoivent les affectations suivantes :

*Commissariat de police de Lomé*

- M. Kotin Dofontien Jean, brigadier-chef de police de 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police d'Atakpamé.
- M. Messan Koffi, agent de police de 1<sup>er</sup> échelon, en service au commissariat de police de Tsévié
- M. Paraizo Jules, brigadier-chef de police de 1<sup>er</sup> échelon, en service au commissariat de police de Palimé.
- M. Kpamoura Tchapo, brigadier de 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police de Sokodé.

*Commissariat de police de Tsévié*

- M. Parbey Epiphane, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

*Commissariat de police de Palimé*

- M. Adoh Sylvain, agent de police de 1<sup>er</sup> échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

*Commissariat de police d'Atakpamé*

- M. Kégbalo Jean, brigadier-chef de 1<sup>er</sup> échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

*Commissariat de police de Sokodé*

- M. Ahossi Gnambodé, brigadier de 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

**Avancements**

## N° 164/D/INT-INFO du :

23 octobre 1961. — Sont constatés pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, les avancements d'échelle des agents permanents dont les noms suivent :

Tétévi Paul, 4<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 4<sup>e</sup> cat. éch. B  
Yovo T. Apollinaire, 3<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 3<sup>e</sup> cat. éch. B

## N° 165/D/INT-INFO du :

23 octobre 1961. — Sont constatés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, les avancements d'échelle des agents permanents dont les noms suivent :

Akouété Albert, 5<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 5<sup>e</sup> cat. éch. B  
Sokpoli Michel, 4<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 4<sup>e</sup> cat. éch. B  
Apovo Albertine, 4<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 4<sup>e</sup> cat. éch. B

## N° 166/D/INT-INFO du :

23 octobre 1961. — Sont constatés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, les avancements d'échelle des agents permanents dont les noms suivent :

Salifou Kérim, 3<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 3<sup>e</sup> cat. éch. B  
Lawson B. Jean, 5<sup>e</sup> cat. éch. A, passe à 5<sup>e</sup> cat. éch. B  
Ballotcha Mathias, 1<sup>re</sup> cat. éch. B, passe à 1<sup>re</sup> cat. éch. C

Akpadja Komlan, 1<sup>re</sup> cat. éch. A, passe à 1<sup>re</sup> cat. éch. B  
Samboé Honoré, 3<sup>e</sup> cat. éch. C, passe à 3<sup>e</sup> cat. éch. D  
de Saba Emile, 2<sup>e</sup> cat. éch. C, passe à 2<sup>e</sup> cat. éch. D

## N° 167/D/INT-INFO du :

23 octobre 1961. — Sont constatés pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, les avancements d'échelle des agents permanents dont les noms suivent :

Assogba S. Germain, 2<sup>e</sup> cat. éch. B, passe à 2<sup>e</sup> cat. éch. C

Laré Hubert, 1<sup>re</sup> cat. éch. B, passe à 1<sup>re</sup> cat. éch. C.

La dépense résultant de ces avancements est imputable au budget général du Togo, chapitre 12, article 5.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,  
DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES  
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Avancements**

## N° 298-D-MTP. du :

23 octobre 1961. — Les employées permanentes ci-après désignées, en service au cabinet du Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications, sont avancées comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961 :

Lawson Elisabeth, employée 1<sup>er</sup> janvier 1960  
5<sup>e</sup> B passe à 5<sup>e</sup> C

Lapeyre Jeannette, dactylographe 1<sup>er</sup> janvier 1960  
4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

## N° 299-D-MTP. du :

23 octobre 1961. — Les agents permanents du service de l'aéroport de Lomé ci-après désignés, sont avancés comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961 :

Gagli Rémy, secrétaire-dactylographe 1<sup>er</sup> janvier 1960  
6<sup>e</sup> C passe à 6<sup>e</sup> D

Assou Pédre, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Koffi Ignace, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960  
4<sup>e</sup> C passe à 4<sup>e</sup> D



Edoh François, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> C passe à 4<sup>e</sup> D  
 Megnido Kotti, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Legonou Zinsou Crespin, surveillant d'émetteurs 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Sossah Pierre, électricien 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Agbodjan Paul, surveillant d'émetteurs 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Babadjihou Justin, surveillant d'émetteurs 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Alyité Marcel, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> C passe à 3<sup>e</sup> D  
 Thognon Dorothé, surveillant d'émetteurs 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Koffi Christian, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Amedegnato John, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Kodjo Etienne, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Avossey Théophile, pompier 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Attadé Etienne, pompier 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Seydou Maïga, gardien 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> C passe à 1<sup>re</sup> D

N° 300-D-MTP. du :

24 octobre 1961. — Les agents permanents du service météorologique ci-après désignés sont avancés comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

Assignon Stéphan, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Quaye Jean, secrétaire dactylo 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Pedro Laurent, vaguemestre 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

N° 301-D-MTP. du :

24 octobre 1961. — Est constaté l'avancement à l'échelle B de la 3<sup>e</sup> catégorie de M. Djabo Ali, chauffeur permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service au cabinet du Ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

N° 305-D-MTP-TP. du :

24 octobre 1961. — Sont classés comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, les agents permanents du service des travaux publics.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Agbo Elisabeth, dactylographe 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Fayossewo Joseph, comptable 1<sup>er</sup> janvier 1960 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B

Eklou Vincent, employé de bureau 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Ayivi Antoine, employé de bureau 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Ajavon Antoine, commis 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Migbodji Prosper, commis 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Zewou Alphonse, commis 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Adjano Ayité, charpentier 1<sup>er</sup> juillet 1957 3<sup>e</sup> D passe à 3<sup>e</sup> H.E.

Amégan Simon, tourneur 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Alougouta Lokila, mécanicien 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Afantchao Joseph, menuisier 1<sup>er</sup> juillet 1957 2<sup>e</sup> D passe à 2<sup>e</sup> H.E.

Ayayi Paul, menuisier 1<sup>er</sup> octobre 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Attiogbé Kodjo Daniel, forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1959 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Azario Emile, comptable 1<sup>er</sup> juillet 1957 4<sup>e</sup> D passe à 4<sup>e</sup> H.E.

Ayenavi Moïse, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1957 3<sup>e</sup> D passe à 3<sup>e</sup> H.E.

Aloménou Victorine, sténo-dactylo 26 octobre 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Bouaré Maman, électricien 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Boukari Michel, maçon 1<sup>er</sup> juin 1958 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Dathé André, commis de chantier 1<sup>er</sup> juin 1958 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Djossou Gbehoundji, aide-conducteur 1<sup>er</sup> octobre 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Dovi Alex, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Dagbekpo Daniel, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Edoh Dosseh Gervais, commis secrétaire 1<sup>er</sup> juillet 1957 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Folligan Jean, menuisier 1<sup>er</sup> juillet 1957 3<sup>e</sup> D passe à 3<sup>e</sup> H.E.

Georges Michel, charpentier 1<sup>er</sup> juillet 1957 2<sup>e</sup> D passe à 2<sup>e</sup> H.E.

Gbety Francis, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1957 2<sup>e</sup> D passe à 2<sup>e</sup> H.E.

Koussade Emmanuel, aide-tourneur 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Kokou Emmanuel, maçon 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Lawson Joseph, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1957 2<sup>e</sup> D passe à 2<sup>e</sup> H.E.

Labarmou René, peintre 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Ohin Oscar Ahlonko, forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Sodoga Elékonawo, maçon 1<sup>er</sup> septembre 1959 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C  
 Sovon Michel, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1957 2<sup>e</sup> D passe à 2<sup>e</sup> H.E.  
 Teko Ferdinand, mécanicien 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Tehédre Zoumaro, maçon 2 février 1957 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B  
 Tomety Kankoué, peintre 1<sup>er</sup> octobre 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B  
 Lokossou Léon, conducteur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B  
 Wilson Wilfried, chef d'équipe 1<sup>er</sup> juillet 1957 3<sup>e</sup> D passe à 3<sup>e</sup> H.E.  
 Yovo Robert, peintre 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> C passe à 2<sup>e</sup> D  
 Denadou Florent, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Ayikoué Paul, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Adzo Théodore, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Amouzou Eloi, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Sedjro Théophile, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Noulemegbé Marcus, menuisier 1<sup>er</sup> juin 1957 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

## ARRONDISSEMENT HYDRAULIQUE ET ÉLECTRICITÉ

Ayao Amouzou, gardien 1<sup>er</sup> juillet 1957 1<sup>re</sup> D passe à 1<sup>re</sup> H.E.  
 Anani Ambroise, soudeur 6 avril 1956 4<sup>e</sup> D passe à 4<sup>e</sup> H.E.  
 Kossi Kédjagni, puisatier 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Amegbo Joseph, aide-forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Kpatenon Robert, aide-forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1959 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C  
 Gnoroufou Pascal, gardien 1<sup>er</sup> juillet 1957 1<sup>re</sup> D passe à 1<sup>re</sup> H.E.

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU CENTRE

Figah William Alex, dactylographe 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Kenou Bessan, chauffeur 12 septembre 1959 3<sup>e</sup> C passe à 3<sup>e</sup> D  
 Atayi Gabriel, conducteur 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C  
 Dimaké K. Corneille, conducteur 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C  
 Akpaki Adjodé, forgeron 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Fatodji Raphaël, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C  
 Kokou Ambroise, forgeron 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C  
 Azanledji Anoumou, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> C passe à 2<sup>e</sup> D  
 Elessezi Jean, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Ayivi Antoine, conducteur 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> C passe à 3<sup>e</sup> D  
 Abassa Clément, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Affodagnie D. Elias, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Atchakpa Badi, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Fambo Adolphe, maçon 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B  
 Teko Adama F. César, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Kablegnon Jérôme, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Bleoussi Albert, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Midodji Aziakonou, peintre 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B  
 Comlavi Adiaba, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Mama Yaya, maçon 1<sup>er</sup> juin 1955 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B  
 Akpaki Philippe, maçon en 1958 2<sup>e</sup> C passe à 2<sup>e</sup> D  
 Koffi Antoine, peintre 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Batako Germain, chef d'équipe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU NORD

Issa Inoussa, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Atoura Abou, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> C passe à 3<sup>e</sup> D  
 Adom Bawa, charpentier en 1958 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C  
 Gnalo Toyi, cantonnier 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> C passe à 1<sup>re</sup> D  
 Napo Bidikim, charpentier 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C  
 Bataba Etienne, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B  
 Tehédre Comlan, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Alawoe Mathias, charpentier 1<sup>er</sup> juillet 1957 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C  
 Kouanvi Philippe, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Akpaki Eloi, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Idrissou Salifou, puisatier en novembre 1959  
2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Agbaglo Afassanoudji, maçon 20 août 1959  
1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Mama Issifou, maçon 1<sup>er</sup> septembre 1957 1<sup>er</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Adom Raphaël Songai, ajusteur 1<sup>er</sup> janvier  
1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Kolani Douli, soudeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup>  
A passe à 4<sup>e</sup> B

Kpegouni Zakari, planton 1<sup>er</sup> septembre 1959  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Issaka Aboudoulaï, commis 1<sup>er</sup> janvier 1960  
4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Gandonou Ambroise, conducteur 1<sup>er</sup> juillet  
1959 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Lawson Laté Emmanuel, conducteur 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Kossi Linus, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A  
A passe à 4<sup>e</sup> B

Mama Alfa, magasinier 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Tibilila Mossi, gardien 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Alassani Issaka, commis 1<sup>er</sup> septembre 1959  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Pale François, planton 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Tchédré Kitjou, chauffeur 1<sup>er</sup> juillet 1958 2<sup>e</sup>  
A passe à 2<sup>e</sup> B

Amegavi Blaise, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Awate Antoine, fraiseur 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> A  
passe à 1<sup>re</sup> B

Gonçalves Pierre, tourneur 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Amegan Ahlonko Patrice, mécanicien 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1960 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Dongo Nicolas, électricien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Djiwa Robert, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Gafo Boukari, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Koffito Christian, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Aclinou Alfred, mécanicien 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Tchapo Gbandi, forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
B passe à 1<sup>re</sup> C

Gnatoulma Tonou, cantonnier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Bomboli Nibombé, cantonnier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

Agbégninou A. Alphonse, menuisier 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Gayito Likindé, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Boucari Adam Pascal, menuisier 1<sup>er</sup> janvier  
1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Morou Armand, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Donou Mathias, charpentier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Loko Michel, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Morou Salifou, maçon 2 octobre 1956 1<sup>re</sup> A  
passe à 1<sup>re</sup> B

Balougou Barthélémy, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier  
1959 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Amelété Antoine, charpentier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Daka Marcel, charpentier 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Djato Bernard, charpentier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Kola Etienne, charpentier 1<sup>er</sup> janvier 1960  
1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Azoumaro Mèhiba, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1959  
3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Napo Félix, menuisier 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> B  
passe à 1<sup>re</sup> C

## SUBDIVISION DES T.P. MANGO-DAPANGO

Bakilla François, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1952  
1<sup>re</sup> D passe à 1<sup>re</sup> H.E. C

Napo Alassani, forgeron 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup>  
B passe à 1<sup>re</sup> C

Nougbeonhou Grégoire, maçon 1<sup>er</sup> janvier  
1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Katcha Pierre, commis 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A  
passe à 2<sup>e</sup> B

Adam Boukari, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A  
passe à 2<sup>e</sup> B

Gnandi Nikabou, maçon 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup>  
A passe à 2<sup>e</sup> B

Nadio Nambourou, forgeron 1<sup>er</sup> juillet 1959  
3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Tontongou Natabi, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960  
3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Ekoué Georges, peintre 1<sup>er</sup> septembre 1959  
3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

N'Guissan Emmanuel, menuisier 1<sup>er</sup> janvier  
1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Konto Amoulou, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959  
2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Yamba Adjé, menuisier 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> A  
passe à 3<sup>e</sup> B

Daré Nadjombé, menuisier 1<sup>er</sup> juin 1958 1<sup>re</sup>  
A passe à 1<sup>re</sup> B

Notiébe C. François, menuisier 1<sup>er</sup> janvier  
1960 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Tchamba Mathias, menuisier 1<sup>er</sup> juillet 1959  
2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Wagbe Yao, menuisier 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A  
passe à 2<sup>e</sup> B

Kodjo Yombo Martin, forgeron 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> A 2<sup>e</sup> B

Fambaré Kouassi, maçon 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> B passe à 2<sup>e</sup> C

### Affectations

N° 308-D-MTP-PT. du :

25 octobre 1961. — M. Mensah Bertin, commis adjoint de 3<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, en service à Kandé et de retour de congé, est affecté au bureau de postes d'Anécho, en remplacement numérique de M. Pereira Bichy, qui reçoit une autre affectation.

M. Pereira Bichy, commis adjoint de 4<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, précédemment en service à Anécho, est affecté au bureau de postes de Sokodé, en remplacement numérique de M. Dadzie Justin appelé à d'autres fonctions.

M. Dadzie Anani Justin, commis adjoint de 4<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, précédemment en service à Sokodé, est affecté au bureau de postes de Bafilo en qualité de gérant, en remplacement de M. Gaglo Paul appelé à d'autres fonctions.

M. Gaglo Paul, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon des postes et télécommunications, précédemment en service à Bafilo, est affecté au bureau de postes de Dapango en qualité de gérant, en remplacement numérique de M. Chakpali Norbert, titulaire d'un congé administratif.

M. Adam Fousséni, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle B des postes et télécommunications, précédemment en service à Anfoin, est affecté au bureau de postes d'Anié, en remplacement numérique de M. Lawson Laté Richard, qui reçoit une autre affectation.

M. Lawson Laté Richard, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service à Anié, est affecté au bureau de postes d'Anfoin, en remplacement numérique de M. Adam Fousséni.

M. Acakpo Addra Narcisse, commis ordinaire de 2<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, précédemment en service à la recette principale des P.T.T. à Lomé, est affecté au bureau de postes de Patimé, en remplacement numérique de M. Dossavi Raphaël, qui reçoit une autre affectation.

M. Dossavi Raphaël, facteur ordinaire 3<sup>e</sup> échelon des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Palimé, est affecté à Lomé, et mis à la disposition du receveur principal des postes et télécommunications, en remplacement numérique de M. Acakpo Addra Narcisse.

M. Amenyinou Benoît, commis adjoint de 2<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Mango et de retour de congé, est affecté à Lomé et mis à la disposition du receveur principal des postes et télécommunications, en remplacement de M. Djayomey Joseph, qui reçoit une autre affectation.

M. Djayomey Joseph, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service à la recette principale des postes et télécommunications, est affecté au bureau de postes de Mango, en remplacement numérique de M. Amenyinou Benoît.

M. Guenouh Paul, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service au B.C.T.R. de Lomé, et de retour de congé, est affecté au bureau de Lama-Kara, en remplacement numérique de M. Adjanoh Christophe affecté à Lomé.

M. Adjanoh Christophe, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle B des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Lama-Kara, et de retour de congé, est affecté à Lomé et mis à la disposition du receveur principal des postes et télécommunications.

M. Lawson Vitus, agent d'exploitation de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon des postes et télécommunications, de retour de congé administratif, est réaffecté au bureau de postes de Bassari en qualité de gérant, en remplacement de M. Bossou Augustin appelé à d'autres fonctions.

M. Bossou Augustin, commis ordinaire de 2<sup>e</sup> classe des postes et télécommunications, précédemment en service à Bassari, est affecté au bureau de postes de Nuatja en qualité de gérant, en remplacement de M. Daboni Ambroise appelé à d'autres fonctions.

M. Daboni Ambroise, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon des postes et télécommunications, précédemment en service à Nuatja en qualité de gérant, est affecté à Lomé et mis à la disposition du receveur principal des postes et télécommunications.

Les émoluments des intéressés continuent à être supportés par le budget général du Togo — chapitre 18, article 7.

La présente décision prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961.

N° 311-D-MTP-CFT. du :

25 octobre 1961. — M. Amaï Alfred, engagé en qualité de facteur permanent par décision n° 324-MFP du 10 avril 1961, autorisé à ne prendre son service qu'après l'examen du brevet, est rappelé à l'activité et affecté au réseau des C.F.T. (Exploitation) pour compter du 16 octobre 1961, en remplacement de M. Edorh Norbert, licencié.

### Saution disciplinaire

N° 303-D-MTP-CFT. du :

24 octobre 1961. — Une punition de sept (7) jours de mise à pied à titre de dernier avertissement avant licenciement, est infligée au conducteur permanent Akoueson Antoine, n° mle 10.166, en service au réseau des chemins de fer et du wharf du

Togo (Matériel-Traction) avec en outre la suppression totale de la prime de fin d'année 1961 — pour le motif suivant :

« Etat d'ébriété constant pendant les heures ouvrables »

#### Démission

N° 302-D-MTP-CFT. du :

24 octobre 1961. — Est acceptée pour compter du 9 octobre 1961, la démission de son emploi offerte par le commis permanent Gannyi Manassé, n° 11.723, échelle D échelon 1, en service au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo (Compabilité-Matières).

M. Gannyi Manassé qui compte moins de 10 ans d'ancienneté de service (engagé le 1<sup>er</sup> janvier 1960), ne peut prétendre ni au bénéfice d'indemnité de licenciement ni à celui d'indemnité compensatrice de congé, son dernier congé expirant le 8 octobre 1961.

#### Rectificatif

**RECTIFICATIF** du 24 octobre 1961 à la décision n° 153-D-MTP du 28 juin 1961 portant avancement d'échelle de certains agents permanents.

*Au lieu de :*

Les agents permanents du service météorologique ci-après désignés sont avancés comme suit, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

Agbagnon K. Gaston, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Klu Victor, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Agbelevor Hoganos Christophe, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Nyahpa Condo Victor, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Ephoevi-Ga James, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Atsou Koffi Vincent, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Agbelekpou Alphonse, opérateur radio 1<sup>er</sup> janvier 1960 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Alidou Thomas, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

do Régo Boucari, agent transitaire 1<sup>er</sup> janvier 1960 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Attissoussi David, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Gaba Aristo Samuel, commis 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Agudze K. Manfred, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Akoété Ameton, agent permanent 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Zamba-Dorothée, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1958 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Amessi Paulin, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Amegnito Paul, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

#### Lire :

Agbagnon K. Gaston, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Klu Victor, opérateur radio 1<sup>er</sup> janvier 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Agbelevor Hoganos Christophe, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Nyahpa Condo Victor, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Atsou Koffi Vincent, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Agbelekpou Alphonse, opérateur radio 1<sup>er</sup> janvier 1960 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Alidou Thomas, opérateur radio 1<sup>er</sup> juillet 1959 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

do Régo Boucari, agent transitaire 1<sup>er</sup> janvier 1960 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Attissoussi David, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Gaba Aristo Samuel, commis 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Agudze K. Manfred, téléphoniste 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> B passe à 3<sup>e</sup> C

Akoété Ameton, agent permanent 1<sup>er</sup> janvier 1960 1<sup>re</sup> B passe à 1<sup>re</sup> C

Zamba Dorothée, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Amessi Paulin, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

Amegnito Paul, agent permanent 1<sup>er</sup> juillet 1959 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

(Le reste sans changement)

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

#### Affectations

N° 121-D-MA-AG. du :

24 octobre 1961. — M. Koffi Désiré, commis dactylographe permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle D, actuellement en service à la direction de l'agriculture à Lomé, est affecté à la circonscription agricole de Tsévié — avec résidence à Tsévié — en remplacement de Mme Geraldo Anoufou Edith, qui reçoit une autre affectation.

Mme Geraldo Anoufou Edith, secrétaire dactylographe permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle C actuellement en service à la circonscription agricole de Tsévié, est affectée à la direction de l'agriculture à Lomé, en remplacement de M. Koffi Désiré affecté.



Le traitement des intéressés demeure imputable au budget général — chapitre 20 — article 4.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1961.

#### N° 126-D-MA-AG. du :

25 octobre 1961. — M. Bello Amissou, aide-conducteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du cadre supérieur de l'agriculture et du conditionnement du Togo, actuellement chef du secteur agricole de Niamtougou et directeur du centre-pilote de Tchitchao, est nommé directeur du centre-pilote de Kandé — avec résidence à Kandé — en remplacement de M. Agbojan Thomas appelé à d'autres fonctions.

M. Tchapodo Paul, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre supérieur de l'agriculture et du conditionnement du Togo, chef de la circonscription agricole de Lama-Kara, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur du centre-pilote de Tchitchao, en remplacement de M. Bello Amissou affecté.

La solde et les accessoires de solde des intéressés demeurent imputables au chapitre 20 — article 4 du budget général.

#### N° 130-D-MA-AG. du :

27 octobre 1961. — MM. Dogbe Thomas et Abdoulaye Idrissou, nouvellement engagés en qualité d'animateurs ruraux, sont affectés à la circonscription agricole d'Atakpamé.

Le salaire des intéressés est imputable au budget F.A.C. (Action Rurale — Encadrement).

La présente décision prendra effet pour compter du 16 octobre 1961.

#### Classement

#### N° 120-D-MA-AG. du :

24 octobre 1961. — M. Otto A. Domeko, agent non permanent du service de l'agriculture, est rangé dans la catégorie des agents permanents du secteur public, en qualité de garçon de bureau de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

M. Otto, engagé dans l'administration le 1<sup>er</sup> septembre 1954, conserve le bénéfice de son ancienneté en service.

Le traitement de M. Otto A. Domeko demeure toujours imputable au budget général — chapitre 21 — article 3.

#### Avancements

#### N° 122-D-MA-EF. du :

25 octobre 1961. — Est constaté ainsi qu'il suit en raison de leur ancienneté, de leurs notes et pour compter des dates ci-dessous indiquées, l'avancement d'échelle des agents permanents du service des

eaux et forêts rétribués sur le budget général — chapitre 20 article 6 dont les noms suivent :

#### 1<sup>er</sup> janvier 1961

Go-Maró K. Joseph, commis-dactylographe 1<sup>er</sup> juillet 1959 5<sup>e</sup> catégorie C passe à l'échelle D

Agbo Antoine, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959 4<sup>e</sup> catégorie C passe à l'échelle D

Amouzou Louis, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> catégorie C passe à l'échelle D

Ayéko Martin, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie C passe à l'échelle D

#### 1<sup>er</sup> juillet 1961

Mensah Augustin, dessinateur 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Mally Hermann, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Amega Eben-Ezer, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Assiou Koto, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Adotévi K. Nathaniel, topographe 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Afo Soulé, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Tchakpara Daniel, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

#### N° 123-D-MA. du :

25 octobre 1961. — Sont avancés ainsi qu'il suit en raison de leur ancienneté et pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, les agents permanents en service au Ministère de l'agriculture, rétribués sur le budget général — chapitre 20 — articles 1 et 2 ci-après désignés :

20-1-Kondo Souleymane, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

20-2-Johnson Séraphine, dactylographe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

#### N° 125-D-MA-EF. du :

25 octobre 1961. — Est constaté, ainsi qu'il suit, en raison de leur ancienneté et de leurs notes et pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, l'avancement d'échelle des agents permanents du service des eaux et forêts rétribués sur le budget général — chapitre 20 article 6 dont les noms suivent :

Komlan Francisco, chauffeur 1<sup>er</sup> juillet 1959 4<sup>e</sup> catégorie C passe à D

Sanwogou Paul, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959 3<sup>e</sup> catégorie C passe à D

Akakpo Augustin, commis-dactylographe 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie B passe à C

Amouzou Mathieu, chauffeur 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie C passe à D



Amouzou Kossi, chauffeur 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie B passe à C

Adam Abdoulaye, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1959 2<sup>e</sup> catégorie A passe à B

Adanlété Antoine, commis-dactylographe 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie B passe à C

Laly Laoba, surveillant 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie C passe à D

Kombaté Digbandja, chauffeur 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie B passe à C

#### N° 128-D-MA-EF. du :

26 octobre 1961. — Est constaté ainsi qu'il suit, en raison de leur ancienneté, de leurs notes et pour compter des dates ci-dessous indiquées, l'avancement d'échelle des agents permanents du service des eaux et forêts rétribués sur le budget général — chapitre 20, article 6, dont les noms suivent :

1<sup>er</sup> janvier 1961

Adjété Gabriel, chauffeur 1<sup>er</sup> janvier 1959 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Tiko Jean, dactylographe 1<sup>er</sup> juillet 1959 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

1<sup>er</sup> juillet 1961

Akoha Louis, surveillant 1<sup>er</sup> janvier 1960 2<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

Lawson Paul, topographe 1<sup>er</sup> janvier 1960 3<sup>e</sup> catégorie A passe à l'échelle B

#### N° 129-D-MA-AG. du :

26 octobre 1961. — Sont avancés ainsi qu'il suit, en raison de leur ancienneté et de leurs notes, les agents permanents du service de l'agriculture ci-après désignés, rétribués sur le budget général :

Mensah Togbevi Stéphan, secrétaire dactylo-arch. 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Labih Pierre, surveillant de cultures 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Bagoudou Komlan, surveillant de cultures 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Kouévi Irénée, secrétaire dactylographe 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Atakloe R. Samuel, commis magasinier 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Kunutsi Philippe, surveillant de cultures 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Agbekpenou Kohou Emmanuel, mécanicien ajusteur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Kéli Michel, menuisier 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Kinvi Joseph, chauffeur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Ayih Philippe, chauffeur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Koffi Joseph, mécanicien 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Klodo Sémasso, mécanicien 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Issifou Sababi, planton 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Ewayi Charlé, gardien 1<sup>re</sup> A passe à 1<sup>re</sup> B

La dépense est imputable au budget général — chapitre 21 — article 3 en ce qui concerne M. Ewayi Charlé, et chapitre 20 — article 4 en ce qui concerne les autres.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

#### N° 131-D-MA-Cond. du :

27 octobre 1961. — Les agents permanents dont les noms suivent, en service au contrôle du conditionnement des produits, sont avancés ainsi qu'il suit, et en raison de leur ancienneté, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

N'Tsoukpo Grégoire, contrôleur 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B

Bocco Alphonse, contrôleur 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B

Ajavon René, contrôleur 6<sup>e</sup> A passe à 6<sup>e</sup> B

Kato Simon, contrôleur 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Gagnon Paul, contrôleur 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Apélété David, contrôleur 5<sup>e</sup> A passe à 5<sup>e</sup> B

Pereira Gilbert, contrôleur 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Domingo Albert, contrôleur 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Gozo Jean, contrôleur 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Apélété Joseph, contrôleur 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Attisso Philippe, agent de laboratoire 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Placca André, contrôleur 4<sup>e</sup> A passe à 4<sup>e</sup> B

Ali Moutiou, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Sobo Gabriel, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

N'Tasse Moïse, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Toepen Herman, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Tomekpe Gustave, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Komlan Paul, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Olympio Max, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Djossa Ambroise, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Soher Grégoire, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Aloufa Antoine, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Goumenou Pierre, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Blivi Linus, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Sodatonou Robert, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Mehou Marcellin, commis 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Assogba Antoine, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Kpelly Pierre, contrôleur 3<sup>e</sup> A passe à 3<sup>e</sup> B

Amouzou Virgile, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Kouassi Sylvestre, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Touleassi Salomon, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Kouma Robert, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Houinato Dorothé, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Lamboni Henri, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

Kokou Raphaël, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Lawson Ernest, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Djikunou Joseph, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Akoe Clément, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B  
 Djikunou Joseph, contrôleur 2<sup>e</sup> A passe à 2<sup>e</sup> B

La dépense est imputable au budget général, chapitre 20 — article 7.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**DECISION N° 148/D/MEN du 25 octobre 1961 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1961-1962.**

Le Ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 32/E. du 18 janvier 1935 portant organisation de l'Enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 160-50/E. du 23 février 1950 fixant le statut de l'Enseignement secondaire au Togo;

Sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement au Togo;

### DECIDE :

**ARTICLE PREMIER.** — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des vacances scolaires pour l'année 1961-1962 sont fixées comme suit :

#### 1<sup>o</sup>) Congé de fin du premier trimestre :

Du 23 décembre 1961 au soir au 3 janvier 1962 au matin —

#### 2<sup>o</sup>) Congé de fin du deuxième trimestre :

**Enseignement secondaire :** Du 28 mars 1962 au soir au 2 avril 1962 au matin :

**Enseignement primaire :** Du 23 mars 1962 au soir au 2 avril 1962 au matin pour les écoles qui ont congé le samedi; du 24 mars 1962 au soir au 2 avril 1962 au matin pour les autres écoles.

#### 3<sup>o</sup>) Grandes vacances :

Du 30 juin 1962 au soir au 1<sup>er</sup> octobre 1962 au matin.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 octobre 1961

M.SANKAREDDJA

### Nominations

N° 126/D/MEN du :

17 octobre 1961. — M. Estrade René, instituteur de 9<sup>e</sup> échelon (indice métré net 330), en service à l'école normale d'Atakpamé, est nommé directeur dudit établissement, en remplacement de M. Jean Pierre, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

N° 142/D/MEN du :

24 octobre 1961. — M. Géraldo Nassirou, instituteur de 5<sup>e</sup> classe du cadre supérieur de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré, est nommé directeur de l'école primaire publique d'Adjido (Anécho), pour compter du 16 octobre 1961, en remplacement de M. Houénassou Daniel, qui reçoit une autre affectation.

### Avancements

N° 137/D/MEN du :

23 octobre 1961. — Est constaté pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, le passage automatique à l'échelle supérieure de salaire, de M. Lawson Samuel, agent permanent de 6<sup>e</sup> catégorie, échelle A, qui passe à l'échelle B de sa catégorie.

N° 138/D/MEN du :

23 octobre 1961. — M. Byll Simon, chauffeur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle C, passe à la 2<sup>e</sup> catégorie échelle D pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

N° 139/D/MEN du :

23 octobre 1961. — Passent à l'échelle supérieure de leur grade pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, les agents permanents ci-après désignés :

#### Ministère de l'éducation nationale

M. Slater Raymond, de la 5<sup>e</sup> cat. échelle A, à la 5<sup>e</sup> cat. échelle B.

Mme Komlan Kouma Pauline, de la 4<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 4<sup>e</sup> cat. éch. B.

MM. Kpabré Sylli, de la 4<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 4<sup>e</sup> cat. éch. B.

Bodjrénou Michel, de la 2<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 2<sup>e</sup> cat. éch. B.

#### Direction de l'enseignement

MM. Sénawo Jean, de la 5<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 5<sup>e</sup> cat. éch. B.

Ohin Ahlonko Etienne, de la 5<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 5<sup>e</sup> cat. éch. B.

Mensah Edoh Jules, de la 4<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 4<sup>e</sup> cat. éch. B.

Mamadou Seïbou, de la 3<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 3<sup>e</sup> cat. éch. B.

Tossou Nicolas, de la 4<sup>e</sup> cat. éch. A, à la 4<sup>e</sup> cat. éch. B.

N° 140/D/MEN du :

23 octobre 1961. — M. Djimédoh Christophe, agent permanent de la 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, est rangé à la 4<sup>e</sup> catégorie échelle B, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961.

**Mutations - Affectations****N° 123/D/MEN du :**

16 octobre 1961. — M. Ahyi Paul, professeur certifié de 1<sup>er</sup> échelon, précédemment en service au Collège Moderne de Sokodé, est muté au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

**N° 124/D/MEN du :**

16 octobre 1961. — M. Tamisier André Charles, professeur de Lettres contractuel, précédemment en service au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, est muté provisoirement au Collège Moderne de Sokodé, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

**N° 125/D/MEN du :**

16 octobre 1961. — Mme Amaïzo Eliane, professeur certifié 1<sup>er</sup> échelon, précédemment en service au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, est mutée au Collège Moderne de Sokodé, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1961.

**N° 133/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Sont et demeurent abrogées en ce qui concerne MM. Amoussou Emmanuel et Pognon Pascal, les décisions nos 118 et 122/MEN. des 30 septembre et 10 octobre 1961 portant affectations.

Le personnel de l'enseignement officiel, nouvellement recruté, reçoit les affectations suivantes :

MM. Duévi César, moniteur-permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, est affecté à l'école publique de Porto-Séguro.

Agbossou Roland, moniteur-permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, est affecté à l'école publique de Nayega (Dapango).

Metsoko Zéphyrin, instituteur-adjoint stagiaire est affecté à l'école normale d'Atakpamé, en qualité de professeur d'anglais.

Ohin Bernadette, monitrice-permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, est affectée à l'école publique de Baguida.

Dosseh Benonia, monitrice-permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, est affectée à l'école publique d'Adjido (Anécho).

Domlan Fortunée, monitrice-permanente 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, est affectée à l'école publique de Sanguéra.

**N° 136/D/MEN du :**

18 octobre 1961. — M. Hope Emmanuel, instituteur-adjoint de 6<sup>e</sup> classe, dont la reprise de service a été constatée par décision n° 264/MFP du 12 septembre 1961, est affecté à l'école publique de Kpédji (circonscription de Tsévié) — Direction.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

**N° 141/D/MEN du :**

23 octobre 1961. — M. Broohm Oscar, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, rappelé à l'activité par décision n° 326/MFP du 19 octobre 1961, est affecté à l'école publique de Nano (Direction).

M. Lawson Michel, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, en service à Nano, est muté à l'école publique de Tchèkpo.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

**N° 145/D/MEN du :**

24 octobre 1961. — M. Bannerman Charles Christophe, moniteur permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, nouvellement engagé, est affecté à l'école publique de Dayes-Apéyémé (Palimé).

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

**Reprise de service****N° 127/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 29 septembre 1961, la reprise de service en qualité de directrice de l'école primaire publique de la Marina, de Mme Simon Edith, institutrice de 2<sup>e</sup> échelon du cadre métropolitain, de retour au Togo par avion Air France du 29 septembre 1961, après congé scolaire.

**N° 128/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 25 septembre 1961, la reprise de service en qualité d'inspecteur primaire de la région des Plateaux (Klouto), de M. Morin Charles, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe, assimilé à un directeur de cours complémentaire comprenant 12 classes et plus, de retour au Togo après congé scolaire.

**N° 129/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 2 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur à l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé (EPCI), de M. Deboffe Francis, instituteur de 2<sup>e</sup> échelon, de retour au Togo après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 2 octobre 1961, la reprise de service à la direction de l'enseignement de M. Jean Pierre, précédemment directeur de l'école normale d'Atakpamé, instituteur de 6<sup>e</sup> échelon, assimilé à un directeur de cours complémentaire comprenant 12 classes et plus, de retour au Togo après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 2 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur à l'école pratique de commerce et d'industrie (EPCI) de So-

kodé, de M. Haselvander Marcel, professeur technique adjoint 2<sup>e</sup> échelon (indice métré net 218), de retour au Togo après congé scolaire.

**N° 130/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 15 septembre 1961, la reprise de service en qualité d'inspecteur primaire de la région Centrale, de M. Jolivet Louis, instituteur de 10<sup>e</sup> échelon, assimilé à un directeur de cours complémentaire comprenant 12 classes et plus, à compter du 21 septembre 1959 (Décision n° 71/MEN du 10 mai 1960), de retour au Togo après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 15 septembre 1961, la reprise de service en qualité d'institutrice de 7<sup>e</sup> échelon à l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé, de Mme Jolivet Georgette, de retour au Togo après congé scolaire.

**N° 131/D/MEN du :**

17 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 3 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Collège Moderne de Sokodé, de M. Lepetitcorps Joseph, instituteur de 3<sup>e</sup> échelon du cadre métropolitain, de retour au Togo par avion TAI du 3 octobre 1961 après congé scolaire.

**N° 134/D/MEN du :**

18 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 19 septembre 1961, la reprise de service en qualité :

1<sup>o</sup> — de professeur à l'école normale d'Atakpamé de M. Estrade René, instituteur de 9<sup>e</sup> échelon (indice métré net 330) ;

2<sup>o</sup> — de professeur à l'école normale d'Atakpamé de Mme Estrade Renée (née Villac) — institutrice de 8<sup>e</sup> échelon (indice métré net 310), de retour au Togo après congé scolaire.

**N° 135/D/MEN du :**

18 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 9 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, de Mlle Perrault Yvonne, professeur certifié titulaire, de retour au Territoire après congé scolaire.

**N° 143/D/MEN du :**

24 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 3 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé de M. Ribeil Albert, professeur contractuel, de retour au Togo par S/S Foucauld du 3 octobre 1961 après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 9 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé de M. Va-

lour Gabriel, professeur contractuel (indice métré 250), de retour au Togo par avion TAI du 9 octobre 1961 après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 9 octobre 1961, la reprise de service, en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé de M. Tamié André Charles, professeur de Lettres contractuel, de retour au Togo par avion TAI du 9 octobre 1961 après congé scolaire.

**N° 144/D/MEN du :**

24 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 4 octobre 1961, la reprise de service en qualité de principal du Collège Moderne de Sokodé de M. Charles Paul, professeur certifié de 10<sup>e</sup> échelon du cadre métropolitain, titulaire d'un congé scolaire par décision n° 500/MFP du 13 juin 1961, de retour au Territoire après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 4 octobre 1961, la reprise de service en qualité de directeur de la Jeunesse et des Sports de M. Chevron Robert, instituteur de 9<sup>e</sup> échelon, assimilé à un directeur de cours complémentaire comprenant 6 classes et plus, de retour au Togo après congé scolaire.

**N° 146/D/MEN du :**

24 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 9 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, de M. Lafage Louis, professeur du Collège d'enseignement général (C.E.G.) 5<sup>e</sup> échelon, 2<sup>e</sup> groupe, de retour au Togo après congé scolaire.

Est constatée, pour compter du 9 octobre 1961, la reprise de service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, de Mme Lafage Suzanne, professeur du Collège d'enseignement général (C.E.G.) 5<sup>e</sup> échelon, 2<sup>e</sup> groupe, de retour au Territoire après congé scolaire.

**N° 147/D/MEN du :**

24 octobre 1961. — Est constatée, pour compter du 11 octobre 1961, la reprise du service en qualité de professeur au Lycée Gouverneur Bonnacarrère de Lomé, de Mlle Berthault Hélène, professeur licencié du cadre autonome 3<sup>e</sup> échelon, de retour au Territoire par S/S Foch du 11 octobre 1961.

**Cours de spécialités**

**N° 149/D/MEN du :**

26 octobre 1961. — Est et demeure abrogée la décision n° 120/MEN du 2 octobre 1961.

Les fonctionnaires et assimilés, professeurs chargés de cours au Collège Moderne de Sokodé percevront pour le 3<sup>e</sup> trimestre 1960-61 (avril-mai-juin 1961) des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total heb-

domadaire est fixé en regard de leurs noms conformément aux taux fixés par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après :

*Taux des professeurs agrégés : 18 heures*

Mme Petot Françoise : 2 heures par semaine

*Taux des professeurs certifiés : 18 heures*

M. Ahyi Paul : 7 heures par semaine

*Taux des professeurs certifiés : 16 heures*

M. Charles Paul : 5 heures par semaine

*Taux des professeurs licenciés : 18 heures*

M. Madeuf Elie : 11 heures par semaine

*Taux des adjoints d'enseignement : 18 heures*

M. Le Gall Yves : 4 heures par semaine

*Taux des instituteurs : 18 heures*

MM. Deboffe Francis : 5 heures par semaine

Koffi Mathieu : 2 heures par semaine

Phalente Lucienne : 10 heures par semaine

Lepetitcorps Joseph : 5 heures par semaine.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 26, article 5.

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation du travail effectué établie par le principal du Collège Moderne de Sokodé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

#### Classement

N° 7/MEN du :

24 octobre 1961. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kouévi Léopold, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe, l'additif du 31 mars 1960 à l'arrêté n° 3/MEN du 3 janvier 1960, portant classement des directeurs et directrices d'écoles, titulaires dans les diverses catégories d'écoles pour l'année scolaire 1959-60.

#### Rectificatifs

##### RECTIFICATIF

du 20 octobre 1961 à la décision n° 92/MEN du 29 juin 1961 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en 6<sup>e</sup> des établissements secondaires.

*Au lieu de :*

*Ecole normale de Togoville*

Tchantchané Pascal

#### *Institution secondaire de Lama-Kara*

Djene Théophane

Poukré Martin

Kolani Aboudou Sanwogou

*Lire :*

#### *Cours complémentaire de Dapango*

Tchantchané Pascal

Kolani Aboudou Sanwogou

Djene Théophane Poukré Martin

(Le reste sans changement).

#### RECTIFICATIF

du 20 octobre 1961 à la décision n° 92/MEN du 29 juin 1961 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en 6<sup>e</sup> des établissements secondaires.

*Au lieu de :*

#### *Collège Saint Joseph*

Grunitzky Patrick : O. Bohn

*Lire :*

#### *Lycée Gouverneur Bonnacarrère*

Grunitzky Patrick : O. Bohn.

(Le reste sans changement).

#### RECTIFICATIF

du 26 octobre 1961 à la décision n° 92/MEN du 29 juin 1961 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en 6<sup>e</sup> des établissements secondaires.

*Au lieu de :*

#### *Cours complémentaire évangélique (fille) de Palimé.*

Akpokli Vinolia : O. Bohn.

*Lire :*

#### *Collège évangélique de Lomé.*

Akpokli Vinolia : O. Bohn.

(Le reste sans changement).

**RECTIFICATIF**

du 26 octobre 1961 à la décision n° 117/MEN du 28 septembre 1961 chargeant de cours de spécialités et d'heures de suppléances des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés pendant le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année scolaire 1960-61.

*Au lieu de :*

M. Améla Nicolas : 9 heures par semaine

*Lire :*

Taux des instituteurs : 18 heures

M. Améla Nicolas : 4 heures par semaine.

(Le reste sans changement).

**DIVERS****Radiations**

Par arrêté du Ministre de l'intérieur de la République du Sénégal en date du 27 juillet 1961 :

Les gradés et agents de police n'ayant pas opté pour la nationalité sénégalaise et dont les noms suivent, sont remis à la disposition de leur pays d'origine et rayés du contrôle des fonctionnaires du Sénégal pour compter de la date de la notification du présent arrêté.

*A la disposition de la République du Togo.*

1<sup>o</sup>/ — Brig. 2<sup>o</sup> éch. Sanve Koffi Paul, mle 984 — Dakar  
2<sup>o</sup>/ — Agent 3<sup>o</sup> éch. Agbagla Félix, mle 1206 — Dakar  
3<sup>o</sup>/ — Agent 1<sup>er</sup> éch. Dadjo Antoine, mle 1340 — Dakar

Les intéressés bénéficieront éventuellement du mandatement avant leur départ, de la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement calculée dans les conditions prévues à l'article 9 de l'ordonnance 59-38/MTFP/S. du 8 octobre 1959.

Les droits à congé des intéressés seront liquidés suivant la réglementation en vigueur.

Les droits éventuels à pension des intéressés seront liquidés ultérieurement.

Les feuilles de voyage et réquisition de transport pour eux-mêmes et leurs familles dans le sens Sénégal-Etat d'origine leur seront délivrées au compte du budget de la République du Sénégal.

Les intéressés seront maintenus en solde d'expectative de réintégration de la date de notification du présent arrêté jusqu'à la date de leur mise en route à destination de leur Etat d'origine qui sera effectuée à la diligence du directeur de la Sécurité du Sénégal dans les meilleurs délais.

**AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES****PUBLICATION**

Suivant acte sous seings privés en date à Lomé du 10 novembre 1961 enregistré à Lomé le 27 octobre 1961 f° 37 n° 2025 vol 3, ledit acte déposé le 28 octobre 1961 au Greffe du tribunal de commerce, il a été constitué entre les soussignés :

MM. Dédry Emmanuel, commerçant à Lomé  
Abraham Amadou, commerçant à Lomé  
Ekué Georges, commerçant à Lomé  
Lawson Emmanuel, commerçant à Lomé  
Lawson André, commerçant à Lomé,

une Société à Responsabilité limitée SARL dénommée : « Société Commerciale du Bénin » et par abréviation « SOCOBE ».

Son siège social est à Lomé 9, rue René Caillé.

Le montant du capital social est de 500.000 francs divisés en 500 parts de 1.000 francs qui sont réparties entre les associés et intégralement libérées en numéraire.

Ladite Société ayant pour objet la réalisation sous toutes les formes de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'achat des produits du cru et à leur exportation ainsi que l'importation des marchandises étrangères.

La SOCOBE est constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf ans à compter du 19 octobre 1961. Elle devra mettre fin au 19 octobre 2060.

**IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DE COMMERCE**

Par déclaration déposée au Greffe du tribunal de première instance de Lomé, M. Dédry Emmanuel Cordilore, directeur-gérant a requis l'immatriculation de la Société à Responsabilité Limitée dite « Société Commerciale du Bénin » (SOCOBE).

L'inscription a été faite le 31 octobre 1961.

Registre chronologique n° 591.

Registre analytique Livre 3, n° 110.

Pour inscription et avis :

*Le Greffier en Chef,*  
**Z. JOHNSON**

Par déclaration reçue le 11 novembre 1961 sous le n° 593 du registre chronologique, M. Joseph Nassif commerçant, 31 rue d'Amoutivé a requis son immatriculation au registre du commerce.

Livre I n° 148 analytique.

Pour insertion et avis  
*Le greffier en chef,*  
**Z. JOHNSON**



Par déclaration déposée au greffe du tribunal de Lomé, le 20 octobre 1961 sous le n° 589 du registre chronologique,

M. Marcel Houver, mandataire a requis l'immatriculation au registre du commerce de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale — Togo — (F.A.O. — TOGO —),

Société Anonyme au capital de 912.000 NF, ayant son siège social à Marseille, 32, Cours Pierre-Puget et son siège d'exploitation à Lomé (Togo).

L'immatriculation a été faite sous le n° 119, Livre IV.

Pour insertion et avis  
Le greffier en chef,  
Z. JOHNSON

## UNION des COMPTOIRS d'OUTRE-MER dit UNICOMER

Société Anonyme au Capital de Frs. C.F.A. 120.000.000  
Siège Social LOMÉ (Togo)  
R. C. Togo N° 115

### AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire, le jeudi 30 novembre 1961, à 17 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1<sup>o</sup>/ Lecture des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes, sur les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 mai 1961.

2<sup>o</sup>/ Lecture du Rapport spécial des commissaires aux comptes.

3<sup>o</sup>/ Approbation du bilan et des comptes, quitus aux administrateurs de leur gestion.

4<sup>o</sup>/ Nomination de commissaires aux comptes pour l'exercice 1961/1962 et fixation de leur rémunération.

5<sup>o</sup>/ Décisions à prendre conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

6<sup>o</sup>/ Démissions et renouvellement d'administrateurs.

Seront seuls admis à assister ou à se faire représenter à ladite Assemblée générale ordinaire, les propriétaires d'actions qui auront déposé leurs titres dans les caisses de la Société au siège social à Lomé ou dans un établissement de crédit.

En ce qui concerne les titres déposés en Sicovam, le dépôt sera constaté par les listes d'immobilisation fournies par les établissements dépositaires.

Le texte imprimé des résolutions proposées à l'Assemblée générale ordinaire sera tenu à la disposition des actionnaires au siège social pendant les 15 jours précédant la réunion.

\* \* \*

Messieurs les actionnaires sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire, le lundi 4 décembre

1961 à 17 heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1<sup>o</sup>/ Dissolution de la Société par suite d'apport-scission, au profit de plusieurs sociétés différentes, ou apport des biens sis en Guinée au profit d'une Société guinéenne.

2<sup>o</sup>/ Transfert éventuel du siège social.

3<sup>o</sup>/ Pouvoirs à donner au Conseil pour obtenir les autorisations administratives nécessaires.

Seront seuls admis à assister ou à se faire représenter à ladite Assemblée générale extraordinaire, les propriétaires d'actions nominatives inscrits sur les registres de la Société cinq jours avant celui fixé pour la réunion, les propriétaires d'actions qui auront déposé leurs titres dans les caisses de la Société au siège social à Lomé ou dans un établissement de crédit.

En ce qui concerne les titres déposés en Sicovam, le dépôt sera constaté par les listes d'immobilisation fournies par les établissements dépositaires.

### MODIFICATIF AU RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association* : « Association des Eclaireurs du Togo ».

*But* : Contribuer à la formation de la jeunesse au triple point de vue moral, physique et pratique selon les méthodes du scoutisme.

*Siège social* : Lomé.

*Pièces annexées à la déclaration* : Statuts.

### VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seings privés en date à Lomé et à Dakar des 25 février et 19 mars 1961, enregistré à Lomé (Togo), le 27 mai 1961, folio 52, numéro 886, aux droits de 240.500 francs, la Société Commerciale de l'Ouest Africain (S.C.O.A.), agence de Lomé (Togo), a vendu à la Société Mobil Oil de l'Afrique Occidentale, société dont le siège social est à Dakar (République du Sénégal), 4, rue Salva, un fonds de commerce de distributions de carburants, lubrifiants, gaz liquéfiés et produits annexes, exploité à Sotouboua, place du marché, circonscription de Sokodé, moyennant le prix de deux millions de francs (Frs. 2.000.000,00) C.F.A.

Les oppositions devront être faites, à peine de forclusion dans les dix jours de la présente insertion à Lomé, au bureau de la société Mobil Oil de l'Afrique Occidentale, où domicile a été élu à cet effet.

(La présente publication est faite pour remplacer celle à insérer dans le bulletin officiel du registre du commerce et du registre des métiers, prévue par l'article 3 de la loi du 17 mars 1909).

Pour publication :  
La société Mobil Oil A.O.

Etude de Maître César AMORIN  
Notaire à Lomé  
11 Rue René Caillé

### "Etablissement L. A. KOUDOSSOU & Compagnie"

Société en Commandite Simple au capital  
de 2.000.000 de francs  
Siège Social : à LOMÉ, 16 Rue de Paris

#### AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes d'un acte reçu par M<sup>e</sup> César Amorin, notaire à Lomé, le 25 octobre 1961, le capital social de la Société dénommée « Etablissement L. A. Koudossou et Compagnie » étant de 1.000.000 de francs a été porté à 2.000.000 de francs par la création de mille parts nouvelles de mille francs chacune, entièrement souscrites et libérées intégralement en numéraire par divers commanditaires.

L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence. Deux expéditions de l'acte sus-énoncé ont été déposées au Greffe du tribunal de commerce de Lomé, le 30 octobre 1961.

Pour insertion,  
M<sup>e</sup> CÉSAR AMORIN, notaire

Etude de Maître César AMORIN  
Notaire à Lomé  
11 Rue René Caillé

#### CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Aux termes d'un acte reçu par M<sup>e</sup> César Amorin, notaire à Lomé, le 31 octobre 1961, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée, présentant les caractéristiques ci-après :

**Dénomination sociale :** « Société des Transports Africains » (SOTA).

**Objet :** Le transport de carburants et autres.

Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus déterminé.

**Siège social :** à Lomé, 9 rue Marseille.

**Gérance :** La Société est gérée pour une durée illimitée par M. Richard Bob, transporteur, demeurant à Lomé, 9 rue Marseille, avec les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans la limite de son objet social, et la faculté de substituer sous sa responsabilité.

**Capital social :** 1.000.000 de francs CFA, divisé en 200 parts de 5.000 francs chacune, représentatives d'apports en numéraire entièrement libérées, et toutes réparties entre les souscripteurs conformément à la loi.

**Durée :** 99 ans à compter du 31 octobre 1961.

**Répartition des bénéfices :** Le solde des bénéfices après prélèvement de la réserve légale revient aux associés dans la proportion du nombre de leurs parts. Préalablement à la répartition, lesdits associés peuvent décider de prélever toutes sommes en vue de constituer toutes réserves générales ou spéciales.

Deux expéditions des statuts ont été déposées au Greffe du tribunal de commerce de Lomé, le 4 novembre 1961.

Pour insertion  
M<sup>e</sup> C. AMORIN, notaire

Etude de Maître César AMORIN  
Notaire à Lomé  
11 Rue René Caillé

#### Société industrielle et commerciale Togolaise du café (SOTOCA)

Société à Responsabilité Limitée au capital de 500.000 f.cfa  
Siège Social : LOMÉ Avenue des Alliés

#### CESSION DE PARTS

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> César Amorin, notaire à Lomé, le 1<sup>er</sup> novembre 1961, M. William Chester a cédé la totalité des parts de la « SOTOCA » qu'il possédait, savoir :

A M. Michel Kalife, 100 parts

A M. Tobias Amorin, 75 parts

A Mme Francine Bogatsky née Andrieux, 75 parts

La jouissance a été fixée au jour de l'acte.

Les articles 7 et 14 des statuts ont été modifiés en conséquence et M. Michel Kalife, demeurant à Lomé, 11 Avenue des Alliés, devient l'unique gérant de la société.

Deux expéditions de l'acte de cession de parts ont été déposées au greffe du tribunal de commerce de Lomé, le 14 novembre 1961.

Pour insertion  
M<sup>e</sup> C. AMORIN, notaire

### NECROLOGIE

Le Ministre de la fonction publique a le regret de faire part du décès de Mlle Tchobo Juliette, monitrice permanente à l'école primaire publique d'Aflao-Sagbado, survenu le 25 juin 1961 au Centre national hospitalier de Tokoin.

Le Ministre de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Whannou Daniel, brigadier-chef de 3<sup>e</sup> échelon des eaux et forêts, survenu le 7 octobre 1961 au Centre national hospitalier de Tokoin.

**AVIS DE PERTE**

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier n° 186 de Lomé appartenant à Monsieur John Amaté Atayi.

*Pour deuxième insertion*

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du certificat d'inscription en date du 25 février 1929 objet du bordereau analytique n° 2 du titre foncier n° 59 du cercle d'Atakpamé.

*Pour deuxième insertion*

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier n° 31 du territoire du Togo appartenant à feu Salomon Amouzou Amegasse.

*Pour deuxième insertion*

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, que la copie du Titre foncier n° 755 du Territoire du Togo, appartenant à feu Lassey Combévi Reinhold est adirée.

*Pour première insertion*

